

“LES VRAIS RACISTES ne votent pas pour la N-VA”

La dernière HUMEUR

La nomination de Zuhail Demir au gouvernement l'a fait connaître de l'opinion francophone et, d'emblée, cela a provoqué un malaise chez certains commentateurs. Pensez-donc, une fille d'immigré turc qui a choisi de faire de la politique, et dans un parti clairement marqué à droite !

Cela tranche avec les clichés habituels sur les descendants d'immigrés que l'on aime représenter comme “exploités” et victimes du racisme et qui iraient donc tout naturel-

lement militer à gauche. Le parcours de Zuhail Demir n'a pas nécessairement été plus facile que celui de dizaines de milliers de jeunes femmes et de jeunes hommes issus du même milieu.

À LA RECHERCHE D'UNE ZUHAIL DEMIR FRANCOPHONE

La différence est qu'elle a choisi de ne pas tenir un discours où elle se posait en victime mais au contraire de faire preuve d'un grand volontarisme.

À la manière d'une Rachida Dati ou d'une Jeannette

Bougrab en France, elle clame bien haut son attachement aux valeurs démocratiques et laïques de son pays d'adoption.

Son parcours témoigne aussi de la valeur du système éducatif flamand où une fille de mineur limbourgeois peut gravir les échelons par son seul mérite.

Plutôt que de critiquer les prises de position parfois fracassantes de Zuhail Demir, on doit plutôt regretter que des partis francophones comme le MR ne

fassent pas davantage confiance à des personnalités de ce style.

| PAR GÉRY DE MAET

► Nommée en février dernier secrétaire d'État fédérale, Zuhail Demir (N-VA) se présente et fait le point sur ses dossiers

► Jeune (37 ans), d'origine kurdo-turque, aussi à l'aise sur les réseaux sociaux que face à une salle pleine de journalistes et créant régulièrement la polémique avec sa langue jamais dans sa poche (voir ci-contre), la secrétaire d'État Zuhail Demir (N-VA), en charge notamment de la Lutte contre la pauvreté et de l'Égalité des chances, ne laisse personne indifférent. Celle qui était encore députée fédérale

en février dernier fait partie, avec Theo Francken (N-VA, 39 ans), de la génération montante au sein du parti nationaliste. Pas encore très connue du côté francophone, celle qui est issue d'une famille pauvre du Limbourg (son père était mineur) et a travaillé dans un cabinet

d'avocats avant d'être repérée par Jan Jambon (N-VA) souhaite se faire mieux connaître des francophones. Entretien avec une femme au caractère trempé et défendant bec et ongles sa politique et celle de l'équipe de Charles Michel (MR).

Vous avez dit cet été que vous vous définissiez comme progressiste...

“Mais je me considère encore

toujours comme progressiste. Progressiste, cela veut dire quoi? Que je veux mener des réformes. Que je veux aller de l'avant. Et je suis très fière de faire partie de ce gouvernement de réformes de Charles Michel. Que ce soit sur les pensions ou le marché de l'emploi, mais aussi la sécurité et l'asile et l'immigration, de grosses étapes en avant ont été franchies."

Donc progressiste parce que menant des réformes?

"Oui, quand on voit par exemple la loi sur les transgenres. Il en était question pendant des années avec tous ces gouvernements de gauche. Nous, on a juste agi. Il va aussi y avoir des tests de discrimination sous contrôle. Cela n'a jamais été fait. On le fait tout simplement (NdlR: des appels anonymes aux employeurs)."

Vous aviez des doutes sur le sujet, non?

"J'étais contre si on l'applique comme cela, sans cadre juridique. Je trouve important que dans un État de droit, il y ait un feu vert de l'auditeur du travail."

Qu'est-ce qu'on peut encore faire pour la discrimination à l'embauche pour les personnes d'origine étrangère?

"Bon, ce qu'il faut surtout faire, c'est donner une chance à ces personnes. Mais je pense aussi qu'avec des lois et tout cela, on ne résout pas beaucoup de choses. La problématique est complexe, cela peut être de la discrimination,

mais aussi un problème de formation. Avec l'accord de cet été, on a réduit le coût des jeunes de 18 à 21 ans peu scolarisés pour leur permettre d'avoir une première expérience professionnelle. Et ce ne sont pas des contrats précaires, mais à durée indéterminée."

"S'il y a bien un groupe qui doit être prioritaire, ce sont les personnes avec handicap"

Les musulmans sont davantage discriminés?

"Je ne pense pas. La plus grosse discrimination, c'est l'âge. Un employeur cherche un certain profil. Si cette personne a une autre couleur de peau, cela n'a pas d'importance. Mais quand tu as 50 ans, tu deviens cher. Et là, il y a de la discrimination."

Pour les personnes avec handicap, y a-t-il une mesure qui vous tient à cœur?

"S'il y a bien un groupe qui doit être prioritaire en Belgique pour la lutte anti-discrimination, ce sont elles! Il y a un plan en dix mesures qui est prévu."

Le groupe prioritaire?

"Oui (elle insiste). Quelqu'un avec un handicap n'a pas les mêmes chances que les autres sur le marché du travail."

Mais les personnes d'origine étrangère aussi, non?

"Avoir une origine étrangère n'est pas un handicap. C'est un enrichissement, un plus."

De nombreux experts ne seront pas d'accord avec vous...

"Soyons clairs. Il est tout à fait inadmissible que quelqu'un soit discriminé sur le marché du travail sur base de son origine, mais ce n'est pas le même problème qu'avoir un handicap. On a des personnes qui n'ont pas de jambes ou sont en chaise roulante. OK, ce n'est pas toujours facile pour des personnes d'origine étrangère mais ils peuvent encore aller au travail. Ils ont deux bras et deux jambes."

Vous avez dit que les racistes ne votaient pas pour la N-VA, contrairement à ce que l'opposition insinue parfois.

"Évidemment. J'en suis convaincue! Je suis très fâchée quand certains politiques disent que la N-VA est un Vlaams Belang light. Ils font ça pour être intéressants, pour attirer l'attention. Sur le plan des discriminations comme l'asile et l'immigration, on a mené une politique très humaine et humanitaire. Les gens sont hébergés et il y a le bed - bad - brood (NdlR: en français: un lit, un bain, un pain). Par contre, on est plus sévère qu'avant, mais toujours pour les criminels illégaux. Les vrais racistes ne votent pas pour la N-VA. On est un parti populaire et communautaire."

Julien Thomas

Une élue politique qui n'a pas peur d'aller au clash

BRUXELLES "Je veux prévenir les Flamands: le CD&V est le nouveau parti des musulmans. J'espère que tout le monde a désormais bien ses yeux ouverts. Beke (NdlR: Wouter Beke préside le CD&V) voit les musulmans comme du bétail électoral", lâchait, le 9 avril dernier, la secré-

taire d'Etat Zuhail Demir (N-VA), un peu plus d'un mois après sa montée au gouvernement. Quelques jours plus tôt, l'élue faisait des déclarations remarquées à l'encontre de la diaspora turque ("Il y a un noyau dur de fanatiques turcs en Belgique") et d'Unia, qu'elle trouvait

obsédé par le Père Fouettard.

Depuis son entrée en politique lors des élections fédérales de 2010, Zuhair Demir a déjà fait polémique à de nombreuses reprises, par ses propos incendiaires envers ses adversaires politiques, mais aussi un style communicationnel qui brise certains codes. Son shooting de photos sexy en 2015 pour un hebdomadaire flamand, qui la montre en tenue légère et dans plusieurs positions suggestives au Parlement, n'avait pas plu à tous les observateurs.

Du côté de l'opposition, on lui reconnaît une vraie capacité à débloquent les dossiers qui l'intéressent et on lui reproche une inertie totale pour d'autres. *"Elle est paradoxale. Elle n'avance pas sur les dossiers liés à la défense des plus vulnérables par son dogmatisme qui veut que tout le monde peut y arriver. Mais elle a débloquent le dossier sur la station polaire et a trouvé un budget pour le personnel en place à la DG Personnes handicapées"*, indique la députée Muriel Gerkens (Ecolo-Groen).

"Les allocations les plus basses ont été rehaussées"

Cet été, au sujet de la lutte contre la pauvreté, vous disiez : "La gauche veut augmenter les revenus d'intégration, la droite mettre plus de gens au travail. La vérité est sans doute au milieu." Quelques semaines plus tard, vous annoncez que les allocations les plus basses n'atteindront pas le seuil européen de pauvreté durant la législature...

"L'ambition est toujours là, soyons clairs. Mais on est aussi dans un contexte budgétaire où de l'argent doit être épargné. Depuis 2014, les allocations les plus basses ont été rehaussées de 9 %. C'est

beaucoup en comparaison avec Di Rupo : 6 % ! Et maintenant, durant cet accord estival, j'ai reçu 100 millions en plus. Je le dis clairement : j'ai l'ambition d'aller vers le seuil de pauvreté européen."

À l'heure des Paradis et Panama papers, n'est-ce pas un mauvais signal ? Il peut y avoir l'idée d'un deux poids deux mesures.

"Je trouve simplement toute cette histoire scandaleuse. C'est éthiquement irresponsable. Ce gouvernement a déjà pris des mesures et continuera à le faire. Mais pour moi, les entreprises doivent aussi avoir une éthique."

"Les francophones sont très chaleureux"

Quand avez-vous décidé de vous lancer en politique ?

"Jambon (Ndlr : le ministre de l'Intérieur N-VA) est mon père en politique. Quand je ne sais pas, je me tourne directement vers Jan Jambon. Tout le temps ! Je l'ai encore fait aujourd'hui. J'ai fait sa connaissance via nos entourages familiaux. Il vient aussi de Genk. En 2010, il m'a contactée alors que j'étais avocate dans un bureau à Bruxelles. Il m'a alors demandé : "Est-ce que ça te plairait de devenir députée fédérale ?" C'est ainsi que ma carrière politique a démarré."

Les francophones ne vous connais-

sent pas trop. Avez-vous un message pour eux ?

"Liège et Genk sont très proches. Mon père a déjà été là-bas pour voir des amis. J'ai encore été à Dourbes pour la politique scientifique et je remarque souvent que, dans la Belgique francophone, les gens sont très chaleureux et très accueillants. J'aime beaucoup aller en Belgique francophone."

Et votre français ?

"(Ndlr : en français et cherchant un peu ses mots). Euh, je l'apprends depuis six mois chaque lundi. Je dois encore continuer à apprendre (rires)."

“J’AI DU RESPECT pour l’identité belge”

▣ L’élue qui est présentée par la N-VA comme un parfait exemple d’intégration revient sur son rapport à ses origines

Parlons identités. Vous avez parlé à différentes reprises de vos origines kurdes. Vous avez aussi demandé à la Turquie de vous retirer votre nationalité turque. Où en est-on ?

“Quand on est membre d’un gouvernement, je trouve honnêtement difficile d’avoir deux nationalités. C’est ainsi que je me suis dit qu’une double nationalité, cela n’allait pas. Je suis élue ici en Belgique. Je suis membre du gouvernement fédéral et ma loyauté se trouve à 100 % ici. D’où le fait d’avoir une seule identité et donc une belge. La procédure n’a rien de facile. Je ne sais pas encore si cela sera accepté. Mais cela ne veut pas dire que je n’ai pas plusieurs identi-

tés. Il y a une distinction à faire dans ce débat à ce sujet. J’ai mon identité turque, mes origines kurde, flamande, celles du Limbourg...”

Quelle est l’identité la plus importante pour vous ?

“C’est encore mon identité limbourgeoise. Je suis née et j’ai grandi là-bas. C’est là que j’ai étudié et que j’ai aussi ma vie sociale. C’est mon identité principale. Votre environnement social détermine qui vous êtes.”

Et puis ensuite ?

“Flamande évidemment, mais européenne aussi. Je suis allée cet été aux États-Unis et on remarque quand même une grande différence entre les Américains et les Européens. J’ai dit à mon compagnon à quel point j’étais contente d’avoir une iden-

tité européenne, avec un certain nombre de valeurs. Pour certaines, j’ai beaucoup de respect. Par exemple l’identité belge.”

Vous vous sentez aussi un peu belge ?

“(Elle cherche ses mots). J’habite encore en Belgique, hein. Mais mes identités principales, sont limbourgeoise et flamande.”

Vous aviez dit que vous étiez à gauche quand vous étiez jeune...

“Il y a une expression bien connue qui dit : ‘Si vous avez 16 ans et que vous n’êtes pas de gauche, vous n’avez pas de cœur’. Il y a ensuite une évolution logique. Mais je me considère toujours comme progressiste, je l’ai dit.”